

sure de grâce intervienne pour Henri Martin.» En janvier 1952, également, quatre cent-cinquante-trois universitaires de Lyon, dont le doyen des la Faculté des Lettres, le président des Universitaires Catholiques de Lyon, le Président de l'Ecole Réformée, s'engagent dans la campagne. A la fin du mois de janvier, le Comité Universitaire de Défense de Paris est créé, à l'appel de trente-cinq universitaires, qui se veulent « fidèles aux traditions de l'Université, qui, depuis l'affaire Dreyfus, s'est toujours élevée contre les excès de la raison d'Etat ». Des peintres et artistes prennent position en faveur d'Henri Martin.

L'ampleur de la campagne se révèle à plusieurs indices :

— des milieux très divers sont touchés ;

— la répression tentée par le Gouvernement à l'égard des partisans d'Henri Martin, est mise en échec : soit les militants sont relâchés aussitôt après leur arrestation, soit ils sont acquittés ou bénéficient de peines avec sursis. Ainsi le procès de quatre militants à Rennes, accusés d'injures à magistrat, ils sont acquittés ou ont des condamnations avec sursis.

— Enfin, les Comités de défense, les délégations sont si nombreux qu'il serait fastidieux ici de les énumérer. La plupart des arrondissements parisiens ont leur comité, sans compter ceux qui se créent sur les lieux de travail (hôpitaux, entreprises). De nombreuses petites villes ont leur comité (exemple : Angers, Rommainville, Longeau, Aubenas, Saint-Tropez, Port-de-Flandres). Dans les grandes villes les comités se comptent par dizaines. Les délégations, notamment à Paris, sont quotidiennes pendant quelques mois.

Le 13 mars 1952, doit être une journée d'action pour les comités parisiens. Ce jour-là, des manifestations suivies de délégations, sont organisées par quartiers. Mais aucun bilan chiffré n'est tiré dans *L'Humanité* ; ce qui tendrait à prouver qu'il n'est guère satisfaisant. Par la suite le mouvement s'essouffle. La presse communiste se fait de moins en moins l'écho de la campagne. Certains comités continuent à organiser des pétitions et des délégations, mais l'activité dans l'ensemble devient beaucoup moins intense. Il n'est qu'à voir les différents appels du Comité national pour que tous les comités se réunissent sans tarder, impulsent la formation de nouveaux comités et que tous les moyens de propagande et d'action soient utilisés.

Si, à partir de la mi-1952, il existe une démobilisation réelle sur l'affaire Henri Martin, si les formes d'action sont restées limitées essentiellement aux pétitions et aux délégations, il n'en reste pas moins vrai que, sans la campagne qui s'est développée en 1951 et 1952, Henri Martin n'aurait pas été libéré le 12 août 1953, deux ans avant l'expiration de sa peine. Cette campagne a contribué à populariser l'idée que la Paix en Indochine devait être recherchée. En 1953, l'opposition à la guerre se renforce. Mais à travers cette campagne, le parti communiste n'a pas essentiellement poursuivi cet objectif. La campagne n'a pas été utilisée par le parti communiste pour développer des mobilisations contre « la sale guerre ». Il s'est surtout servi de l'affaire Henri Martin pour des buts de politique intérieure. La conclusion du livre d'Hélène Parmelin (*Matricule 2.078*) est significative à

cet égard. Voici les principales leçons qu'elle retient de la campagne :

« La campagne dénonce la guerre du Vietnam, mais aussi la justice trahie, la Résistance bafouée, les libertés muselées, donc les gouvernements qui se succèdent et leur politique. Pour bien des couches, les classes moyennes surtout, la campagne de libération a fait comprendre que l'orientation politique de guerre du gouvernement constitue une menace pour la liberté, que le chemin de la lutte et de l'union peut y opposer barrage. »

Donc, pour l'auteur, la caractéristique de cette campagne est l'apparition d'un mouvement d'unité. Elle a « renforcé le sentiment national chez tous ceux qui y participent ».

A travers la campagne, Henri Martin, le parti communiste français a voulu rassembler derrière lui les forces patriotiques et démocratiques. L'objectif de cette campagne fut, non de développer un mouvement de solidarité en faveur de la paix au Vietnam, et des combattants du Vietminh, mais de réaliser les objectifs de politique intérieure du parti communiste français.

IV. Le conflit indochinois et le Mouvement de la Paix

Après cette brève analyse des deux seules mobilisations du parti communiste contre la sale guerre, il convient de les relativiser, par rapport aux tâches prioritaires qu'il s'assigne.

De 1949 à 1954, l'animation du mouvement de la Paix constitue la principale préoccupation des militants communistes. Chaque programme électoral, chaque rapport fait au Comité Central ou à un Congrès, chaque manifestation du 1^{er} mai, ou du 14 juillet, et même chaque première page de *L'Humanité*, mettent au premier plan le rôle principal accordé au Mouvement de la Paix. Au cours de cette période, le leitmotiv est : « la lutte pour la Paix est la bataille décisive du moment. » Des progrès du Mouvement de la Paix dépendent les progrès sur le plan économique social et politique. Lutter pour la paix, c'est lutter « pour la réduction des dépenses militaires, pour le réajustement des salaires, des retraites, contre le Plan Marshall, contre le chômage, le marasme des affaires, l'effondrement des prix agricoles, l'alourdissement de la fiscalité : les ouvriers, les fonctionnaires, les retraités, les paysans, les classes moyennes, tous sont touchés » (DUCLOS, *Les Cahiers du Communisme*, 1949). Donc, il y a possibilité de rassembler les larges masses sur un programme de paix et ainsi, de se donner les moyens d'un changement de politique et de gouvernement. Telles sont les idées forces développées par le parti communiste pendant ces cinq années. Est-ce à dire que, la nécessité de lutter pour la paix va se concrétiser en France par une lutte décidée pour la Paix au Vietnam ? Certes, dans la presse communiste, on reconnaît que la lutte pour la paix au Vietnam peut affaiblir le gouvernement fauteur de guerre et donc, aider à atteindre les objectifs du parti communiste. Mais ces déclarations restent purement platoniques.

Aucun effort n'est fait pour impulser une mobilisation réelle